



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 27/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELLEAUD et Fils

665 Les Eygrettes
26450 Cléon-D'andran

Références : 20241122-RAP-DACA1109
Code AIOT : 0006100608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement DELLEAUD et Fils implanté Le Grand Pas 26160 Eyzahut. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELLEAUD et Fils
- Le Grand Pas 26160 Eyzahut
- Code AIOT : 0006100608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société DELLEAUD et Fils est autorisée par l'arrêté du 4 août 2016 pour ses activités

de carrières, de transit et de traitement des matériaux, pour une durée de 30 ans. La production maximale annuelle autorisée est de 20 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 18	Demande d'action corrective	6 mois
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 33.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 33.2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 36	Demande d'action corrective	6 mois
10	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 10	Sans objet
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.1	Sans objet
3	Accès à la carrière et clôtures	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.4	Sans objet
5	Modification du chemin de grande randonnée	Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour des conditions d'exploitation du site doit être réalisée notamment vis-à-vis du phasage d'exploitation. Un suivi plus régulier sur le bruit et les vibrations doivent être mis en place. Un bilan doit être réalisé avec les services d'incendie et de secours sur les besoins du site en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Plan topographique
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie est établi par l'exploitant. [...] Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie est adressé à la DREAL.
Constats : Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le dernier plan topographique de la carrière du 25 septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En limite Sud-Ouest du site est présente une station d'iris jaune qui est mise en défens. Ce secteur, sur une partie de la parcelle cadastrale A 273, pourrait utilement être reporté sur le plan topographique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information du public
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur la voie d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'information reprenant les différents points demandés est présent à l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès à la carrière et clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et clôture
Prescription contrôlée : L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à toute personne ou véhicule étranger à l'entreprise. Une clôture solide et efficace (ou équivalent), entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en exploitation. Un merlon végétalisé, réalisé avec les terres de découverte, est présent en périphérie du site.
Constats : Une barrière mobile est présente à l'entrée du site et des merlons et clôtures (selon les secteurs) sont présents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.5
Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche
Prescription contrôlée : Une aire étanche destinée au ravitaillement et à l'entretien des engins est présente. Cette aire maçonnée est construite avec une légère pente qui dirigera les eaux vers un point bas relié à un séparateur d'hydrocarbures.
Constats : Une aire étanche est présente mais n'était pas accessible lors de la visite du fait de la présence d'un stock de matériaux devant cette zone.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de dégager l'accès à la zone étanche destinée au ravitaillement des engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modification du chemin de grande randonnée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 16.6
Thème(s) : Risques accidentels, Modification du chemin de grande randonnée
Prescription contrôlée : Préalablement à l'exploitation de l'extension de la zone Sud, le chemin de randonnée sera modifié conformément au dossier de demande d'autorisation.
Constats : Le chemin de randonnée a été modifié conformément à l'arrêté. Un merlon surmonté d'une clôture le sépare de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe III doit être respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au Préfet de la Drôme.
Constats : Le phasage d'exploitation ne correspond pas à celui indiqué dans l'annexe III de l'arrêté. En effet, actuellement l'extraction se fait du haut vers le bas.

L'exploitant précise que le phasage actuel a permis de terminer d'exploiter le front le plus haut et permet une intégration paysagère plus rapide de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un porter à connaissance, présentant le nouveau phasage, les modalités d'exploitation et le calcul des garanties financières.
Ces nouvelles conditions d'exploitation doivent respecter les préconisations de l'étude de stabilité avec notamment une pente de fronts de taille qui sera au maximum de 70° et des fronts de taille d'une hauteur maximale de 15 m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 33.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée :
Un contrôle des niveaux sonores est effectué une fois tous les 3 ans.
Constats :
L'exploitant ne dispose pas de mesures des niveaux sonores de moins de 3 ans. L'exploitant a indiqué qu'une mesure sera réalisée lors de la prochaine campagne de concassage-criblage en 2025. L'activité de concassage est réalisée sur une période de 4 semaines par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une mesure de niveaux sonores en limite de propriété et au niveau de zones à émergences réglementées les plus proches lors de la prochaine campagne de concassage en 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 33.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration liées aux tirs de mines
Prescription contrôlée :
Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérée supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
Constats :
Les tirs sont peu fréquents et sont des tirs d'ébranlement car la principale activité du site est la production de pierre à bâtir. Dans le dossier d'autorisation il est précisé que la charge unitaire

maximale est de 15 kg ce qui entraîne une vitesse particulière de 1 mm/s au niveau de l'habitation la plus proche (à 300 m).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une mesure des vibrations lors de son prochain tir de mines en lien avec la société SIMECO qui est en charge des tirs de mines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2024, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
Prescription contrôlée :
Le plan de gestion des déchets inertes est révisé tous les cinq ans.
Constats :
L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction mais qui n'a pas été mis à jour depuis le renouvellement de l'autorisation en 2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de réviser, si nécessaire, son plan de gestion des déchets d'extraction présent dans sa demande d'autorisation de 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau du site
Prescription contrôlée :
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; – de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; – d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes</p>

circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un extincteur dans un des engins présent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre contact avec les services d'incendie et de secours afin de déterminer avec eux les besoins du site en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois